



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC**  
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier  
Place du Portage, Phase III  
Core 0B2 / Noyau 0B2  
Gatineau, Québec K1A 0S5  
Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Scientific, Medical and Photographic Division /  
Division de l'équipement scientifique, des produits  
photographiques et pharmaceutiques  
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier  
6B1, Place du Portage  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> JOINT CBRN GEN. SERVICE RESPIRATOR	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8476-155141/C	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 001
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8476-155141	<b>Date</b> 2016-07-13
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$PV-867-71135	
<b>File No. - N° de dossier</b> pv867.W8476-155141	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-08-12</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Lalonde, Martin	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pv867
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 462-1009 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## TPSGC

### RSG CBRN I – Demande de proposition (DP), Modification 001

Cette modification sert à mettre à jour la DP pour le RESPIRATEUR DE SERVICE GÉNÉRAL CBRN INTERARMÉES, N° de l'invitation W8476-155141/C, en date du 23 Juin 2016

Modifications des Termes et conditions :

Le projet a identifié que pour l'évaluation des soumissions et l'approbation par le Conseil du Trésor le Canada a besoin que la validité des offres soit pour une durée de 2 ans.

Section 2.13

#### **SUPPRIMER :**

Trois cent soixante-cinq (365)

#### **INSÉRER :**

Deux (2) ans

---

**QUESTION 9 :** Le Canada paiera-t-il les masques et les systèmes de filtration qui se trouvent dans le stock de l'entrepreneur au moment où ils seront mis le stock de l'entrepreneur? L'Annexe E stipule que le Canada achètera au moins 700 masques et 7 000 filtres par an alors que la section 8.1.2 stipule 700 masques et 10 000 filtres. Il semble y avoir une erreur en ce qui concerne le nombre de filtres.

**RÉPONSE :** Le Canada paiera les masques et systèmes de filtration uniquement au moment où ils sont pris dans le stock de l'entrepreneur. Le Canada modifiera 8.1.2 pour inscrire 7 000 filtres au lieu de 10 000 filtres :

Section 8.1.2:

#### **SUPPRIMER :**

« 10 000 systèmes de filtration », et ;

#### **INSÉRER :**

« 7 000 systèmes de filtration »

Section 8.1.3:

#### **SUPPRIMER :**

« 10 000 systèmes de filtration », et ;

#### **INSÉRER :**

« 7 000 systèmes de filtration »

---

**QUESTION 10:** Aux alinéas b) et c), il faudrait insérer les dates comme c'est fait à la section 7.25.

Le Canada modifiera la section 8.35, comme suit :

#### **SUPPRIMER :**

##### **8.35      Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document figurant en premier dans la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document figurant plus bas sur la liste :

- (a) les articles de convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires *(inscrire le numéro, la date et le titre)*;
- (c) les conditions générales *(inscrire le numéro, la date et le titre)*;
- (d) l'annexe J, Acronymes et définitions;
- (e) l'annexe D, Énoncé des travaux du soutien en service;
- (f) l'annexe E, Liste de prix des produits livrables du contrat de soutien en service;
- (g) l'annexe C, Retombées industrielles et technologiques et proposition de valeur;
- (h) l'annexe G, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (i) l'annexe H, Évaluation financière;
- (j) l'annexe I, Programme de contrats fédéraux en matière d'équité d'emploi – Attestation *(s'il y a*

*lieu*);

- (k) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, le cas échéant) [*s'il y a lieu*];
- (l) la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_ (*inscrire la date de la soumission*) [*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le » ou « modifiée le » et insérer la ou les dates des clarifications ou modifications*].

**INSÉRER :**

**8.35 Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document figurant en premier dans la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document figurant plus bas sur la liste :

- a) les articles de convention;
- b) les conditions générales 2030 (2016-04-04), Conditions générales – Besoins plus complexes de biens;
- c) l'Annexe J, Acronymes et définitions, 31 mai 2016;
- d) l'Annexe D, Énoncé des travaux de soutien en service, 31 mai 2016;
- e) l'Annexe E, Liste de prix des produits livrables du contrat de soutien en service, 31 mai 2016;
- f) l'Annexe C, Retombées industrielles du développement et proposition de valeur, 31 mai 2016;
- g) l'Annexe G, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, 31 mai 2016;
- h) l'Annexe H, Prix total évalué, 31 mai 2016;
- i) l'Annexe I, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, 31 mai 2016;
- j) la soumission de l'entrepreneur datée.

**Modification de l'Annexe A, Énoncé des travaux – Acquisition :**

**QUESTION 12 :** La section 5.3.6 stipule que certaines des activités de vérification ne seront pas définies avant l'examen critique de la conception (ECC). Le Canada peut-il confirmer que les coûts associés à ces activités seront gérés à ce moment-là au moyen d'une demande de travaux supplémentaires (DTS) financée?

**RÉPONSE :** Le Canada supprimera 5.3.6:

**SUPPRIMER :**

5.3.6 Dans les cas où la colonne « Acceptation » indique « En attente de l'examen critique de la conception », le Canada et l'entrepreneur conviendront, après l'examen critique de la conception (ECC), des exigences relatives au système qui devront faire l'objet d'essais dans le cadre de la ACF et / ou de l'EPA.

**INSÉRER :**

Aucune insertion

---

**Annexe A, Énoncé des travaux – Acquisition, APPENDICE AA - Spécifications des exigences du système, JCG – SRS – 154, page A-AA- 66/311**

**SUPPRIMER :**

**60 points**

**INSÉRER :**

**250 points**

## **Modification à l'Annexe F – Plan d'évaluation des soumissions :**

### **Paragraphe 3.1.1, a, i:**

**QUESTION 23:** Le Canada pense-t-il recevoir plusieurs soumissions dans la limite financière de 30 M\$ étant donné les exigences importantes, le calendrier et les produits livrables précisés dans la demande de propositions?

**RÉPONSE:** La DP incorrectement inclus NIO-1 à NIO-9 dans la limite financière de 30 M\$. Avec la suppression du NIO-1 à NIO-9, le Canada est confiant qu'il recevra plusieurs soumissions. Le Canada remplacera le paragraphe 3.1.1. a. i. par le suivant :

#### **SUPPRIMER :**

- i. elle est dans la limite financière maximale (30 000 000 \$ taxes en sus). Le financement maximal ne doit pas dépasser le total de la liste de prix de l'acquisition numéro d'inscription au contrat (NIC)-1 à NIC-21, Numéro d'inscription de l'option (NIO)-1 à NIO-9 et du soutien en service NIC-1 à NIC-6. (Taxes applicables en sus); et

#### **INSÉRER :**

- i. La soumission doit respecter la limite financière maximale (30 000 000 \$, taxes en sus). Le financement maximal ne doit pas dépasser le total du NIC-1 (Numéro d'inscription au contrat) au NIC-21 pour l'acquisition, et la liste de prix NIC-1 à NIC-6 pour le soutien en service (taxes applicables en sus).

---

### **Paragraphe 5.1.1:**

Le projet a identifié que CMRC ne figurait pas dans la liste des organisations effectuant un TPT.

#### **SUPPRIMER :**

- 5.1.1 Il n'y a pas d'exigences, comme telles, imposées au soumissionnaire pour la phase 2E. La phase 2E impliquera les activités d'essai technique de performance impliquant l'utilisateur (ETPIU), où le chef d'équipe d'ingénierie, avec l'appui de Recherches et développement pour la défense Canada (RDDC) - Valcartier, le Centre d'essais techniques de la qualité (CETQ), le Conseil national de recherches du Canada (CNRC), Collège militaire royal du Canada (CMRC) et les FAC, évalueront les exigences obligatoires et cotées en utilisant les livrables fournis dans le cadre de la phase 2C conformément à l'appendice FG - Phase 2E - Matrice d'évaluation de la conformité des activités d'évaluation des essais techniques de performance impliquant l'utilisateur.

#### **INSÉRER :**

- 5.1.1 Il n'y a pas d'exigences, comme telles, imposées au soumissionnaire pour la phase 2E. La phase 2E impliquera les activités d'essai technique de performance impliquant l'utilisateur (ETPIU), où le chef d'équipe d'ingénierie, avec l'appui de Recherches et développement pour la défense Canada (RDDC) - Valcartier, le Centre d'essais techniques de la qualité (CETQ), le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) et les FAC, évalueront les exigences obligatoires et cotées en utilisant les livrables fournis dans le cadre de la phase 2C conformément à l'appendice FG - Phase 2E - Matrice d'évaluation de la conformité des activités d'évaluation des essais techniques de performance impliquant l'utilisateur.

---

### **Annexe F - Plan d'évaluation des soumissions, Tableau 3 - Phase 2E Tableau 3 – Essai technique de performance impliquant l'utilisateur et essai de la phase 2E, Rangé sur « Intégration à l'EPI des FAC », page F- FJ - 44/61 (au haut)**

Le projet a identifié que le JCG - SRS - 159 ne s'applique plus à cette essai.

#### **SUPPRIMER :**

JCG – SRS – 159

Le soumissionnaire doit fournir des instructions de configuration d'arrimage pour les composants du soumissionnaire qui doivent aller dans le porte-masque.

#### **INSÉRER :**

Aucune insertion

**Modification à l'Annexe H – Sommaire du total des prix d'évaluation :**

Le projet a identifié que le NIC-22 a été incorrectement identifié lors du calcul du prix d'évaluation.

**SUPPRIMER :**

Livrables sous le contrat d'acquisition - NIC-1 à NIC-22 (conformément à l'annexe B - tableau 1)

**INSÉRER :**

Livrables sous le contrat d'acquisition - NIC-1 à NIC-21 (conformément à l'annexe B - tableau 1)

---

**Modification à l'Annexe H, Appendice HA – Total des prix d'évaluation:**

Le projet a identifié que CLIN-1 a été incorrectement étiqueté CLIN-001.

**SUPPRIMER :**

Sub-Total Table 1 – Acquisition deliverables - Sum of CLIN-001 to CLIN-21

**INSÉRER :**

Sub-Total Table 1 – Acquisition deliverables - Sum of CLIN-1 to CLIN-21

**Questions qui n'apportent pas de modifications à la DP :**

**T&C 2.5.1 QUESTION 1:** Il est très inhabituel que, par défaut, toutes les Listes des données essentielles au contrat (LDEC) soient dans les deux langues officielles, sauf indication contraire. L'énoncé des travaux (EDT) et certaines LDEC précisent que les documents doivent être bilingues et, normalement, si ce n'est pas le cas, ceux-ci peuvent être fournis dans l'une ou l'autre des langues officielles. Veuillez préciser.

**RÉPONSE:** La section 2.5.1 des Clauses et conditions stipule ceci : « Sauf indication contraire, l'entrepreneur doit fournir tous les produits livrables indiqués dans la Liste des données essentielles au contrat en anglais canadien ou en français canadien. » Vous n'êtes donc pas obligé de fournir les LDEC dans les deux langues officielles, sauf avis contraire dans l'EDT et les LDEC.

---

**T&C 4.1.4 QUESTION 4:** Veuillez confirmer que les résultats de cette vérification supplémentaire n'auront pas force exécutoire pour le soumissionnaire.

**RÉPONSE:** Les résultats de cette vérification supplémentaire serviront à titre d'information seulement. Si les résultats identifient une capacité qui n'a pas été offert par le soumissionnaire dans le cadre de son offre alors il ne sera pas tenu de fournir cette capacité s'il est le soumissionnaire retenu.

---

**T&C 7.2 QUESTION 5:** Pourriez-vous préciser pendant combien de mois ou d'années après l'attribution du contrat vous vous réservez le droit d'exercer les options, sinon les soumissionnaires risquent d'être appelés à fournir de petites quantités vers la fin de la période visée par le contrat, ce qui risque d'entraîner des retards, pour un certain nombre de raisons. Nous proposons un délai de deux ans après l'attribution du contrat. Il est précisé que les futurs systèmes et composants peuvent de toute façon être obtenus dans le cadre du contrat de soutien en service (SES).

**RÉPONSE :** La section 7.2 des Clauses et conditions stipule ceci « L'autorité contractante peut exercer l'option, que ce soit en partie ou en totalité, à n'importe quel moment avant la date d'échéance du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur. »

À la section 1.2.2, le Canada stipule ceci « Le contrat est pour une période maximale de 24 mois après l'attribution du contrat. »

Par conséquent, les « deux années après l'attribution du contrat » proposées sont déjà couvertes par la section 1.2.2.

---

**T&C 7.6.1 QUESTION 6:** Comment le Canada déterminera-t-il la fin de la période d'exécution? Nous sommes conscients qu'il est inhabituel de préciser une date ferme.

**RÉPONSE :** À la section 1.2.2, le Canada stipule ceci « Le contrat est pour une période maximale de 24 mois après l'attribution du contrat. »

---

**T&C 7.21 QUESTION 8:** Nous recommandons de retirer les CCUA D5540C car elles ne cadrent ni avec les CCUA D5545C ni la section 7.1.7.1 de l'EDT (Annexe A).

**RÉPONSE :** Le Canada ne voit pas de divergence entre les CCUA D5540C et les CCUA D5545C ou la section 7.1.7.1 de l'EDT (Annexe A). Les CCUA D5540C portent principalement sur l'Aide à l'assurance officielle de la qualité alors que les CCUA D5545C portent sur les responsabilités de l'entrepreneur quant à la mise en œuvre d'un système de qualité adapté à la portée des travaux à effectuer. En ce qui concerne la section 7.1.7.1 de l'EDT (Annexe A), elle porte sur les responsabilités de l'entrepreneur en ce qui concerne le respect de toutes les exigences de vérification aux fins de contrôle de la qualité. Elle stipule ceci : « L'entrepreneur peut utiliser sa propre ou toute autre installation d'inspection acceptable pour le gouvernement ou pour son représentant désigné, responsable de l'assurance de la qualité (RAQ). L'entrepreneur est responsable de veiller à ce que tout matériel ou service soumis au gouvernement pour l'acceptation soit conforme à toutes les exigences du contrat. »

---

**Anx A 6.9.1 QUESTION 13:** Le Canada fournira-t-il une liste ou des copies des publications existantes pendant la période de DP?

**RÉPONSE :** Négatif

---

**Appx AA QUESTION 14:** Veuillez confirmer que les vérifications effectuées pendant l'évaluation des soumissions (p. ex., SRS, objet JCG - SRS – 4306, qui est vérifié par « vérification » à la Phase 2D) pour démontrer la conformité aux exigences du SES n'auront pas à être effectuées de nouveau après l'attribution du contrat (c.-à-d. veuillez confirmer que ces résultats seront acceptables pour le Canada aux fins de démonstration de la conformité au SES).

**RÉPONSE :** Les vérifications effectuées pendant l'évaluation des soumissions afin de démontrer la conformité aux exigences du SES ne seront pas effectuées de nouveau après l'attribution du contrat, sauf s'il y a un problème après l'attribution du contrat qui nécessite de les refaire. De plus, le Canada se réserve le droit d'effectuer les vérifications qu'il juge nécessaires à ses propres frais.

---

**Appx AB CDRL 206 QUESTION 15:** Veuillez confirmer que « SRE logistique » désigne une structure de répartition de l'équipement (SRE) fondée sur la configuration de transport de l'équipement.

**RÉPONSE :** La SRE n'est pas fondée sur la configuration de transport. Cela dit, la SRE logistique peut comprendre la configuration de transport si la structure du produit est la même que la configuration de transport.

---

**Appx AC DID ILS-210 QUESTION 16:** Veuillez préciser le niveau de détail attendu à la section 10.2.1 des Listes du matériel de nature délicate et des articles contrôlés. Pour les procédures étiquetées de cette section, le produit livrable doit-il inclure la procédure « étape par étape » détaillée requise pour atténuer l'exigence spéciale?

**RÉPONSE :** Le niveau de détail requis est celui identifié par l'entrepreneur afin de répondre aux directives données à la section 10.2.1 à 10.2.3 et variera selon la liste du matériel de nature délicate et des articles contrôlés. Le livrable pour les «procédures» est une méthode «étape par étape» qui doit être écrite dans les publications techniques pour permettre au personnel d'effectuer les procédures. Le MDN vérifiera ces procédures au cours de la révision des publications techniques.

---

**Appx AE 16.4.1 QUESTION 17:** Le coût de transport est-il inclus dans le prix des éléments ou le MDN procédera-t-il au transport?

**RÉPONSE :** Les frais de transport doivent être compris dans le prix des éléments.

---

**Appx AG QUESTION 18:** Veuillez expliquer comment les éléments de cette liste seront utilisés ou pris en compte par le soumissionnaire?

**RÉPONSE :** Les éléments de l'Annexe AG sont les équipements des FAC qui peuvent être utilisés pendant l'évaluation des soumissions.

---

**Anx B QUESTION 19:** Veuillez préciser les lieux de livraison étant donné que le coût de livraison est différent pour Montréal et pour Edmonton.

**RÉPONSE :** Delivery will be split 60% Montreal and 40% Edmonton.

---

**Anx E QUESTION 20:** Il semble que tous les NIC sont optionnels. Pourquoi certains éléments sont étiquetés en tant que NIC et d'autres en tant que NIO?

**RÉPONSE :** Les NIC sont des articles qui font partie des années fermes du contrat de SES. Les NIO sont des éléments qui font partie de la période optionnelle du contrat de SES.

---

**Anx E QUESTION 21:** Veuillez préciser les lieux de livraison fermes étant donné que le coût de livraison est différent pour Montréal et pour Edmonton.

**RÉPONSE :** La livraison sera partagée : 60 % pour Montréal et 40 % pour Edmonton.

---

**Anx F 2.2.3 k QUESTION 22:** Veuillez préciser la méthodologie en ce qui concerne l'alinéa 3.3.5 c) iii). Est-ce que tout cela signifie qu'un soumissionnaire peut faire augmenter sa note pour rester en lice, mais retrouver sa note de départ pour la soumission aux fins de la sélection finale à la phase 3?

**RÉPONSE :** Lorsqu'il y a une note minimale à la phase 2 et que le soumissionnaire a reçu un rapport d'évaluation préliminaire indiquant qu'il n'a pas atteint cette note minimale, alors le soumissionnaire peut soumettre de nouveau une réponse au SES précisé afin d'essayer d'atteindre la note minimale. La note de départ (celle obtenue avant la nouvelle soumission) sera utilisée pour calculer la note la plus élevée des soumissionnaires sur le plan technique.

---

**Anx F 3.4.1 QUESTION 26:** Nous vous saurions gré de modifier le délai de livraison pour les produits livrables de la phase 2C, eu égard au résultat possible de la section 3.3.10. Il n'est pas de demander aux soumissionnaires de faire d'importants investissements afin de respecter les exigences de la Phase 2C s'ils sont éliminés à une phase antérieure, d'autant plus qu'un maximum de quatre soumissionnaires sera retenu (section 4.2.9). La préparation de la soumission requise pour cette invitation à soumissionner est onéreuse. De plus, le fait de demander que le matériel soit livré à une adresse différente a une incidence financière et logistique, ce qui ajoute à la difficulté. Nous proposons de donner aux soumissionnaires 30 jours pour livrer les produits livrables de la Phase 2C après réception de l'avis indiquant que le soumissionnaire a réussi les phases antérieures.

**RÉPONSE :** Les produits livrables doivent être remis à la date fixée pour nous permettre de les vérifier et de respecter les délais fixés par les tiers externes relativement à la mise à l'essai. Entre autres, plus de 180 membres des FAC doivent être disponibles pour les essais techniques de performance impliquant l'utilisateur (ETPIU) et l'acceptation des performances par l'évaluation des utilisateurs (APEU). La Phase 2C aura lieu parallèlement aux Phases 2A et 2B afin de passer à la Phase 2D dès que les Phases 2A, 2B et 2C seront terminées.